

14 DECEMBER 2018 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

## DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARRIVÉE CONSEIL EUROPÉEN BELGIQUE

[Télécharger le .pdf](#)

LE PRESIDENT : Bonjour. Bonjour Messieurs Dames.

Nous allons donc tenir ce dernier Conseil européen de l'année, dans un contexte évidemment endeuillé par ce qui s'est passé, il y a quelques jours, à Strasbourg.

C'est non seulement la France qui a été touchée, une ville française, nos concitoyens. Mais c'est également une grande ville européenne qui a été meurtrie, touchée, il y a quelques jours. Je veux ici redire la solidarité de la Nation française tout entière à l'égard des victimes et de leurs familles.

Le ministre de l'Intérieur retournera à Strasbourg en fin de journée, à ma demande.

Le contexte qui est aussi le nôtre, c'est celui du Brexit, nous aurons une discussion politique ce soir, suite aux difficultés politiques à Londres. Mais il est clair que nous avons aujourd'hui un accord qui a été négocié, qui est le cadre juridique dans lequel nous nous inscrivons.

Ce contexte ne nous empêche pas pour autant d'avoir des résultats et je vois ce Conseil européen précisément comme celui des résultats.

Sur l'Europe de la défense, nous avançons avec en particulier sur le Fonds européen de la défense ou de la coopération renforcée, de véritables conclusions attendues. Sur le plan climatique, nous avons pu réaffirmer nos engagements et je pense que ce combat est aussi un combat que nous pouvons mener, nous devons mener, nous pouvons gagner au niveau européen. La voix de l'Europe s'est d'ailleurs fait entendre à Katowice et nous poursuivrons cela.

Nous ferons un point sur les consultations citoyennes qui ont marqué la mobilisation inédite en Europe de nombre de nos concitoyens. C'est pour moi l'étape de demain matin qui est très importante, celle d'une avancée attendue, pour laquelle nous nous sommes beaucoup battus, de la Zone Euro.

Demain, nos conclusions marqueront une véritable avancée sur le plan bancaire, financier et budgétaire en Zone Euro, avec une Zone Euro plus unie et des conclusions fortes en ce sens qui vont permettre de donner un mandat clair à nos ministres de l'Economie et des Finances.

Donc, c'est un Conseil européen des résultats, dans un contexte à la fois endeuillé et difficile.

Journaliste : Sur le Brexit, jusqu'où êtes-vous prêt à aller pour aider Theresa MAY ?

LE PRESIDENT : Je l'ai dit, nous pouvons avoir une discussion politique ce soir. Mais le cadre juridique et l'accord qui ont été négociés n'ont pas vocation à changer.

Journaliste : Quitte à être contre l'article 50 ?

LE PRESIDENT : Les discussions après sur les modalités font partie d'ailleurs de cet accord. Mais je pense qu'il est important d'éviter toute ambiguïté, on ne peut pas rouvrir un accord juridique, on ne peut pas renégocier ce qui a été négocié pendant plusieurs mois. On peut avoir une discussion politique dans ce contexte.

Il appartient aussi à Theresa MAY de nous dire quelle est la solution politique qu'elle entend mener pour avoir une majorité autour de cet accord.

Journaliste : ... A Strasbourg...

LE PRESIDENT : Je viens de l'évoquer, c'est une discussion politique qu'on peut avoir ce soir. Après, l'accord a été négocié de bonne foi, entre l'ensemble des parties. Cet accord est, à mes yeux, le cadre juridique dans lequel nous nous inscrivons et il n'est pas juridiquement renégociable. Il peut y avoir une discussion politique, mais pas une discussion juridique.

Journaliste : Allez-vous expliquer à vos partenaires la crise des gilets jaunes et les dépenses que vous avez engagées ?

LE PRESIDENT : Oui, bien sûr, elle est présente ici, je dirai les choix que j'ai faits pour répondre à une colère que j'estime légitime et juste. Des choix de véritables accompagnements, des mesures fortes d'accélération, de renforcement de baisses d'impôts en particulier, pour que le travail paye mieux dans notre pays.

Je dirai aussi combien je considère que cette réponse était à la fois légitime et importante pour la France. Mais que, d'une part, elle n'entrave rien, la volonté et d'ailleurs la réalité de nos efforts sur le plan budgétaire et en particulier en termes de maîtrise de nos dépenses, puisque ce sont des baisses d'impôts qu'on fait plus vite. Surtout, elle maintient le cadre de réformes, je l'ai aussi dit aux Français en début de semaine, en parlant des prochaines étapes, de la réforme de l'Etat, la réforme de l'indemnisation du chômage, la réforme des retraites qui nous occuperont durant ces prochains mois.

Je pense qu'aucun pays n'avance s'il n'entend pas aussi cette part de colère légitime de nos peuples. Elle s'exprime partout en Europe avec des votes extrêmes qui montent dans certains pays, avec le Brexit qu'on a vécu il y a quelques années en Grande-Bretagne.

Je ne ferai jamais la politique de mon pays et je ne mènerai jamais le projet européen, auquel je crois, contre des aspirations que j'estime légitimes. Je pense qu'elles sont réconciliables et c'est ce que nous sommes en train de faire.